EchoGéo
Sur le Vif | 2023

Mesurer et nommer la catastrophe : usages politiques des tremblements de terre du 6 février 2023 dans le sud-est de la Turquie

Measuring and naming catastrophe: Political uses of the February 6, 2023 earthquakes in southeastern Turkey

Youenn Gourain et Solène Poyraz

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/echogeo/24964
ISSN : 1963-1197

Éditeur
Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique
Youenn Gourain et Solène Poyraz, « Mesurer et nommer la catastrophe : usages politiques des tremblements de terre du 6 février 2023 dans le sud-est de la Turquie », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 31 juillet 2023, consulté le 11 août 2023. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/24964

Ce document a été généré automatiquement le 11 août 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Mesurer et nommer la catastrophe : usages politiques des tremblements de terre du 6 février 2023 dans le sud-est de la Turquie

Measuring and naming catastrophe: Political uses of the February 6, 2023 earthquakes in southeastern Turkey

Youenn Gourain et Solène Poyraz

Introduction

1 Une catastrophe a été déclenchée dans le sud-est de la Turquie par un séisme de magnitude 7,8 à 1h17 (UTC) et un second de magnitude 7,5 à 10h24 (UTC) le lundi 6 février 2023. En Turquie, la région touchée par les récents tremblements de terre s'étend sur 11 provinces : Kahramanmaraş, Hatay, Gaziantep, Osmaniye, Adıyaman, Malatya, Adana, Kilis, Urfa, Diyarbakır, Elazığ. On estime que c'est au total plus de 14 millions de personnes qui ont été affectées par les séismes, soit 16 % de la population de Turquie (Sağıroğlu, Ünsal et Özenci, 2023). Rapidement après les secousses, les populations locales ont subi des pertes humaines et des dégâts matériels importants dans la zone comprenant le sud-est[1] de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie (2 600 morts comptés dès le premier jour). L'évolution du nombre de morts, qui a continué d'augmenter un mois après la première secousse (52 000 pour la zone Turquie - Syrie au moment de l'écriture en mars 2023), sans compter les corps non-identifiés et/ou enterrements non enregistrés, nous rappelle que la catastrophe sismique n'est pas restreinte temporellement au seul moment de la secousse. Elle s'étend sur le temps immédiat les premiers mois, tandis que le temps long (plusieurs années après) soulève de nombreuses incertitudes pour les populations. Comment mesurer la catastrophe sans se limiter au nombre de morts ou d'immeubles détruits ? L'attention portée par les médias sur des défaillances associées au secteur de la construction et ses acteurs (dont

les *müteahhit*, équivalent de la maîtrise d'œuvre en France) ne peut résumer les causes de la catastrophe. Une analyse « sur le vif » suppose donc d'expliquer les causes structurelles[2] permettant de comprendre les « mécanismes de l'endommagement » (Gleyze et Reghezza, 2007).

2 L'objectif de cet article est d'élargir la compréhension de la catastrophe sismique en Turquie en l'intégrant dans un continuum spatio-temporel plus large. Il entend poser des éléments de réflexion sur l'événement déclenché par les séismes du 6 février 2023 et leurs répliques en ce qu'ils ont reformulé des questions politiques, économiques et sociales latentes en Turquie. Les catastrophes, dans la perspective des *disaster studies*, ont toujours eu pour effet de rendre visibles des dysfonctionnements d'un système et des controverses (Revet, 2015). Les catastrophes sismiques de 1999 dans la région de Marmara[3] ont par ailleurs introduit de nombreuses problématiques en milieu urbain à partir des dégâts identifiés sur les constructions fragiles héritées du modèle vétuste des *gecekondu* et de leur version bétonisée, les *apartkondus*[4]. Les séismes du 6 février 2023 ont ici aussi mis en exergue des fragilités des bâtiments et des contournements des normes parasismiques. Ces derniers ont été permis par plusieurs amnisties sur les constructions mises en place depuis la dernière décennie en Turquie. De manière générale, la focalisation sur la dimension technique des destructions est surtout fructueuse pour calculer des coûts. Toutefois, cette démarche peut oblitérer la situation psychologique des individus sur place (Augendre, 2011). D'autre part, le fait de donner un visage à une catastrophe en cours, s'il ne peut se passer d'une quantification des dégâts, peut aussi aveugler. Le comptage (de morts, de bâtiments effondrés) restreint l'évaluation de la catastrophe à quelques éléments circonscrits spatialement au sud-est de la Turquie.

3 Cette évaluation des dégâts a aussi pour effet de rendre la catastrophe commensurable, c'est-à-dire qu'elle lui affecte un ordre de grandeur. Elle lui associe aussi une métrique signifiante pour les acteurs associés à la prise en charge des risques et des catastrophes (Houdart, Manceron and Revet, 2015) : il s'agit alors de mesurer puis de nommer l'événement pour développer un registre d'action. Le terme utilisé en Turquie pour qualifier la situation et les événements sismiques se rapporte encore directement au séisme (*deprem*) : « la Turquie a été secouée par le tremblement de terre : voici comment le monde a vu le terrible tremblement de terre » [*Türkiye deprem ile sarsıldı: Dünya korkunç depremi böyle gördü*] (*Sözcü*, 6/02/23), « Dans quelle ville et quand le plus grand tremblement de terre s'est-il produit en Turquie ? Les plus grands tremblements de terre en Turquie... » [*Türkiye'de en büyük deprem hangi şehirde, ne zaman oldu? Türkiye'deki en büyük depremler...*] (*Cumhurriyet*, 6/02/23), « La presse mondiale a analysé la catastrophe du tremblement de terre en Turquie » [*Dünya basını Türkiye'deki deprem felaketini analiz etti*] (*Sözcü*, 13/02/23), *etc*. On distingue ici les notions de risque, de vulnérabilité et de catastrophe qui sont imbriquées en turc. En Turquie, la préférence au terme de catastophe (*afet*), voire directement au séisme (*deprem*), est associée à l'événement perturbateur (l'aléa) ainsi qu'aux dysfonctionnements mesurés liés à des vulnérabilités identifiées après la secousse. Ceci renvoie à la définition que donne Magali Reghezza de la catastrophe en France : « parler de catastrophe reflète tantôt une mesure quantitative des impacts de l'aléa, qui permet de distinguer l'accident du désastre, tantôt une appréciation subjective de ses effets, qui s'inscrit dans des systèmes de valeurs variant fortement selon les époques et les sociétés » (Reghezza-Zitt, 2019, §3). En suivant ce raisonnement, nous souhaitons insister sur l'idée que la

catastrophe s'est déployée sur un espace-temps large faisant appel à des risques, des situations qui pourraient tourner en catastrophe, et des incertitudes, des situations encore difficiles à définir. Le risque comme l'incertitude ne sont pas nécessairement liées directement à l'aléa sismique ni aux vulnérabilités révélées après la catastrophe, d'où la nécessité d'élargir notre définition du risque à celle d'un « assemblage » dynamique d'acteurs spatialisés (November *et al*., 2011).

4 La finalité de cet article est d'apporter une réflexion sur la Turquie face à la catastrophe en s'appuyant sur un travail de veille sur la presse turque (de tous bords politiques) dans le mois qui a suivi l'événement et sur des rapports scientifiques et institutionnels. Cette étude des discours et des débats en cours en Turquie dialogue avec nos deux travaux de recherche menées sur la Turquie[5]. Ce dialogue permet en outre de contextualiser ce qui se joue actuellement dans cette région dans une perspective multirisque (politique, économique, matérielle et sociale). Après avoir expliqué les controverses sur la mesure de la catastrophe de février 2023 en Turquie, nous proposons d'élargir la compréhension de l'événement en deux temps. Le premier concerne la structuration territoriale d'une région sous tensions. Le second porte sur la remise en question de l'État et du gouvernement AKP (Parti de la Justice et du Développement, actuellement au pouvoir dans le cadre d'une alliance avec le MHP, Parti de l'Action Nationaliste) vis-à-vis de leur responsabilité dans la catastrophe face à l'émergence d'autres acteurs non-étatiques et face aux attentes de la population dans un contexte d'incertitude. Il en ressort une situation plus complexe que celle abordée seulement sous le prisme du comptage et irréductible à une accumulation de dysfonctionnements.

Ce que mesurer la catastrophe veut dire : performativité d'un comptage controversé sur les organismes de gestion et leur critique par la population

5 Les deux séismes du lundi 6 février 2023 et leurs répliques ont entraîné des conséquences dans la durée. Le difficile comptage des dégâts sur le moment a montré combien le passage de l'événement à la catastrophe a eu des incidences directes sur la mobilisation des acteurs de la gestion des catastrophes, de l'aide internationale, des populations sur place et de la réception de l'événement à l'étranger. En effet, à mesure que l'évaluation et la quantification des dégâts avançaient, de nombreuses campagnes d'aides matérielle et de dons ont été mises en place à l'étranger, pour lesquelles les institutions étrangères (fondations, ambassades et services consulaires) en Turquie ont été mobilisées.

6 Il convient de rappeler que le sud-est de la Turquie est une zone active hautement sismique au même titre que l'est et le nord de la Turquie en raison de leur emplacement sur la faille du Levant (DSF) et la faille Est-Anatolienne (EAF), l'est et le nord de la Turquie se trouvant sur la faille nord-anatolienne. Les épicentres, proches des villes de Kahramanmaraş et Gaziantep, ont été le lieu de séismes de très forte magnitude (respectivement 7,8 et 7,5 à 7,7) suivis de nombreuses répliques significatives dont la magnitude était supérieure à 5 sur l'échelle de Richter. À ce jour, l'observatoire de Kandilli (*Kandilli Rasatahnesi*) a recensé quarante répliques dont les magnitudes

dépassent cinq[6]. La connaissance des mécanismes physiques des séismes dans la région, et alors que leur intensité, leur date et lieu d'occurrence ne peuvent être anticipés, ne suffit pas à expliquer les dégâts observés dans le sud-est de la Turquie ni l'impréparation des secours qui a été largement critiquée par les populations touchées et dans les médias (Haberdairesi, 19/02/23 ; *Sabah*, 06/02/23 ; *Deutsche Welle*, 08/02/23). De plus, ni le système de surveillance élaboré de l'observatoire de Kandilli ou de l'AFAD, ni ceux des centres étrangers (dont l'institut d'études géologiques des États-Unis, United States Geological Survey, USGS), n'ont permis d'anticiper cette catastrophe.

7 Comme beaucoup de catastrophes, la mesure de l'intensité des dégâts, permettant d'attribuer à un événement ce qualificatif, est d'abord menée à partir du nombre de morts et de blessés ainsi que des destructions visibles. Le comptage a aussi un effet sur les acteurs qui s'en saisissent pour gérer la catastrophe. Jean-François Pérouse et Sümbül Kaya avaient déjà montré dans quelle mesure le gouvernement avait instrumentalisé le dénombrement de morts pour catégoriser et hiérarchiser des événements (les attentats de 2015 et 2016 à Istanbul, la tentative de coup d'État en 2016, les opérations militaires dans le sud-est de la Turquie, etc.) et mettre en œuvre des politiques publiques (Pérouse et Kaya, 2018). Très rapidement, l'événement sismique a été caractérisé par un nombre élevé de morts communiqué le jour de la secousse : 1 600 morts et plusieurs centaines de bâtiments détruits sur toute la zone frontière. Les dégâts importants ont suscité une réaction très rapide de la part des populations turques et syriennes, avec des regroupements massifs pour déblayer dès le premier jour alors même que les répliques n'étaient pas apparues. Ce nombre de morts important a aussi eu pour effet que l'événement soit relayé par la presse étrangère. Le média NTV mettait par ailleurs en avant le fait que *The Guardian, CNN, The Telegraph, Le Parisien* et *Der Spiegel* avaient mis l'événement en une de leurs journaux (NTV, 6/02/23). Ce chiffre a suscité l'effroi en Turquie puis dans le monde, ce qui a rapidement eu pour effet la mise en place des banques de dons, d'abord à partir d'institutions turques (la fondation AHBAP, l'AFAD) puis par des institutions étrangères. Mais c'est l'évolution très rapide du nombre de morts qui a conduit à ériger l'événement en « catastrophe » (Imbach 15/02/23), mettant en exergue des vulnérabilités importantes associées d'abord à des images d'effondrements impressionnants.

Tableau 1 - Décompte du nombre de morts recensées/officialisées dans le sud-est de la Turquie après la première secousse du 6 février 2023

Date	Nombre annoncé de morts
6 février 2023	1 121
9 février 2023	18 991
12 février 2023	30 000
14 février 2023	35 000
24 février 2023	44 000

4 mars 2023	44 374

Sources : *Cumhurriyet*, 6/02/2023 ; *Sözcü*, 13/02/2023 ; *Cumhurriyet*, 27/02/2023 ; Tol, 2023.

8 La qualification de l'événement en catastrophe s'exerce aussi par le nombre de bâtiments et d'infrastructures détruits, renforcé par ceux extrêmement fragilisés par les secousses qui se sont effondrés *a posteriori* ou qui ont été fermés en raison de leur dangerosité. Le constat fait quinze jours après la secousse est plus impressionnant encore (Uludağ, 22/02/23) (tableau 2).

Tableau 2 - Décompte des bâtiments par type de dégât selon la chambre des ingénieurs en génie civil d'après le ministère de la Construction

Province	**bâtiments effondrés au 7/02/23**	**bâtiments effondrés au 22/02/23**	**à démolir d'urgence au 22/02/23**	**dégât modéré ou léger**	**pas d'endommagement**
Adana	pas d'information	18	85		
Adıyaman	100	9 844	10 549		
Diyarbakır		175	967		
Gaziantep	581	3 364	14 341		
Kahramanmaraş	300	3 752	19 194		
Malatya	300	2 285	13 860		
Hatay	200	5 696	22 822		
Total		18 200	717 614	197 825	351 426

Source : *Deutsche Welle*, 22/02/23.

9 Le comptage par les bâtiments a eu deux effets : mettre en évidence des vulnérabilités de grande ampleur et identifier des responsables. La typologie menée au cours du dénombrement des bâtiments détruits ou fragilisés a focalisé l'attention sur le secteur de la construction comme une des causes principales de la catastrophe. Cette remise en cause du secteur n'est pas nouvelle. C'était aussi le cas lors du tremblement de terre de 1999 dans la région de Marmara. Sans remonter aussi loin, car le panel légal et des codes de la construction ont subi des restructurations importantes après les années 2000 (encadré 1), on peut rappeler un titre de journal après le séisme de Van en 2011 interpellant sur le fait que « le séisme ne tue pas, les bâtiments le font » (Angell, 2014).

Encadré 1 - Quelques indications sur la restructuration du secteur de la construction depuis 1999 en Turquie

Les deux séismes de 1999 dans la région de Marmara ont constitué des puissants révélateurs de dysfonctionnements notamment liés à la construction et à la prévention du risque sismique en Turquie. Ils ont pointé du doigt la fragilité de constructions héritées des vagues d'exode rural vers Istanbul liées à l'industrialisation du pays à partir des années 1940. Ces migrations internes ont mené à la mise en place d'un habitat informel et de piètre qualité architecturale nommé *gecekondu*, dont certains ont été légalisés *a posteriori* par des amnisties. Cette typologie évolue dans les années 1980 sous sa forme bétonisée et de plus grande hauteur, l'*apartkondu*. Plusieurs lois sur la conversion de cet habitat ont été adoptées par les gouvernements turcs (la dernière étant la loi n° 6306 sur la transformation des zones soumises au risque de catastrophe de 2012) parfois aux dépens de ses habitants (la loi facilite les expropriations et le transfert du foncier public à des compagnies privées). À partir de ce panel législatif, la Turquie a considérablement restructuré son secteur de la construction en l'équipant de normes (adossées notamment aux normes européennes de construction, les Eurocodes) et d'un système de contrôle pendant les constructions déléguées à des audits privés (*yapı denetim*). Elle impose également aux propriétaires de souscrire à l'assurance séisme (DASK) ; ce que peu d'entre eux ont respecté. Pour autant, dans un contexte de crises économiques répétées et d'une augmentation de l'inflation, le gouvernement met en place régulièrement le système d'amnistie sur les constructions (*imar affı*) transformé récemment (2018) sous le terme de « paix de zonage » (*imar barışı*). Cette dernière permet aux propriétaires de signer une dérogation au contrôle de la construction en échange de leur responsabilité sur le bâtiment.

10 Le nombre effarant de bâtiments effondrés ou identifiés pour être démolis urgemment met en exergue de nombreuses controverses dans le secteur de la construction. Outre le recours démesuré à la « paix de zonage » (Solaker, 13/02/23) ou la présence de bâtiments illégaux (*kaçak binalar*), l'effondrement de bâtiments neufs voire luxueux *a priori* de bonne facture ont montré que certains promoteurs avaient dérogé aux normes de constructions établies. L'interpellation du patron du groupe Rönesans est flagrante sur cette question (*Cumhuriyet*, 23/02/23). Relayé par le média *Anadolu Ajansı*, proche du pouvoir actuel, l'événement met en exergue des responsables de la construction avant d'impliquer le pouvoir politique.

11 En cela, l'événement déclenché par le séisme du 6 février 2023 a également été marqué par des pertes économiques démesurées – compte tenu des catastrophes sismiques que la Turquie avait précédemment vécues – puisque la Banque mondiale chiffre les pertes à 58 milliards de dollars (*Gazete Duvar,* 28/02/23). Ce chiffre ne rend pas compte des dégâts enregistrés par les différents secteurs économiques. Rappelons par exemple que la région du sud-est de la Turquie représentait 20 % de l'agriculture céréalière du pays et 15 % de l'élevage bovin, pratiqué notamment dans les régions de Malatya, d'Adıyaman et d'Osmaniye. On relève pour l'instant 2 800 structures détruites en partie ou complètement[7]. D'autre part, ce chiffre uniformise des dysfonctionnements (manque d'effectif dans les organismes de secours, défaillances infrastructurelles, controverses techniques, *etc.*) dont on ignore la pondération même s'il est probable que le secteur de la construction ait causé le plus de pertes économiques.

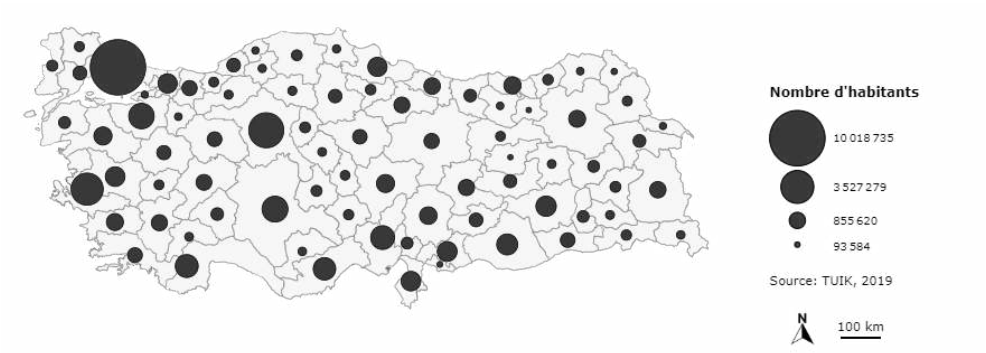
12 Autrement dit, la situation dans le sud-est de la Turquie après la secousse et ses répliques ne peut être circonscrite par des chiffres, bien que ceux-ci soient utiles pour se repérer dans les seuils et les normes. En cela, cette catastrophe renvoie à de très nombreux risques liés à des conséquences en chaînes que l'on peut lister de manière liminaire :

- Des risques industriels avec l'incendie des dizaines de conteneurs dans le port de Iskenderun (NTV, 7/02/23).
- Des risques sanitaires liés aux poussières d'amiante issues des bâtiments effondrés, des maladies associées aux corps en putréfaction ou de l'accès à des ressources essentielles (eau) viciées.
- Des risques économiques et financiers : plusieurs études font déjà état de l'explosion de l'inflation (20 %) après le séisme (*NTV Haber*, 28/02/23). Un rapport de l'institut national de la statistique turc (TUIK) publié peu après fait état d'une baisse de l'inflation (55 %) sans pour autant prendre en compte les données post-tremblements de terre (*Medyascope*, 03/03/23).
- Des risques sociaux en période d'hiver particulièrement rigoureux dans une région au climat continental et pour cet été le risque de sécheresse. Malgré la construction rapide de conteneurs pour accueillir les familles sinistrées, le risque de dégradation de conditions de vie est particulièrement prégnant (TRTHaber, 03/03/23).

13 Il faut aussi dire que les structures de gestion de la catastrophe ont été largement en prise avec l'incertitude et le « hors cadre » (Lagadec, 2010) renvoyant à des situations impensées pour lesquelles le champ de l'action n'a pas été anticipé. Si la catastrophe, dans son ampleur, n'a pas été anticipée, beaucoup reconnaissent que celle-ci a dépassé les cadres d'actions pour lesquels ils étaient préparés dans la région (*Deutsche Welle*, 08/02/23 ; Öztürk, 08/02/23). C'est par ailleurs ce qui a fait l'objet de nombreuses critiques de la part de la population. Ce sont les raisons pour lesquelles, si l'attention s'est directement portée sur les bâtiments, nous souhaitons revenir aussi sur les dynamiques sociales, économiques et politiques de la région pour élargir la compréhension des problèmes posés par la catastrophe.

Un territoire sous tension, des vulnérabilités exacerbées

Illustration 1 - Population par département en Turquie



Source : TUIK [Institut national de la statistique turc], 2019 – Auteur : Gourain, 2023.

14 Le territoire sinistré, situé dans le sud-est de la Turquie, se caractérise par une industrialisation tardive, réalisée dans les années 1990. Ce développement économique tardif mais rapide a donné naissance à ce qu'on a appelé les « tigres anatoliens » : à savoir, les villes de Gaziantep, Kahramanmaraş et Malatya. L'industrialisation à marche forcée a ensuite été confortée par les politiques de l'AKP dans les années 2000, faisant de ces villes des bastions anatoliens de l'AKP. Le gouvernement AKP a surtout misé sur la construction effrénée d'infrastructures pour développer la région sans mettre en garde contre les risques sismiques. La zone affectée par les séismes représentant un bassin économique majeur, agricole et industriel, les conséquences pourraient rapidement se répercuter sur l'ensemble du territoire (en termes économiques, migratoires, *etc*.).

15 Cette région est aussi majoritairement habitée par des populations rurales : on compte 2,5 millions de personnes vivant en zone rurale selon les chiffres de 2022. Un phénomène qui se renforce avec le retour des populations sinistrées dans leur village d'origine : le président Erdoğan a déclaré dans un discours du 1er mars 2023 que 800 000 personnes s'étaient installées au village à la suite des séismes. Au-delà de la situation exceptionnellement catastrophique de la ville de Hatay dont l'aéroport, construit sur la faille, était inutilisable pendant plusieurs jours, la météo et les séismes ont entravé les opérations de sauvetage et endommagé une grande partie des routes, encombrées également par le départ des populations sinistrées et, dans le sens inverse, par l'arrivée de l'aide. Dans ce contexte d'urgence, les aides ne sont pas arrivées de la même façon et les villages ont reçu de l'aide plus tardivement : certains villages n'avaient toujours pas reçu de tentes 20 jours après le séisme[8]. Les conditions topographiques ont aussi pu mettre à l'épreuve l'arrivée des secours, particulièrement pour la ville d'Hatay, enclavée par les monts Nur (*Nur dağları*). Il faut aussi indiquer un réseau routier de faible densité, l'autoroute O-52 restant la seule reliant les villes d'Adana, Gaziantep et Urfa.

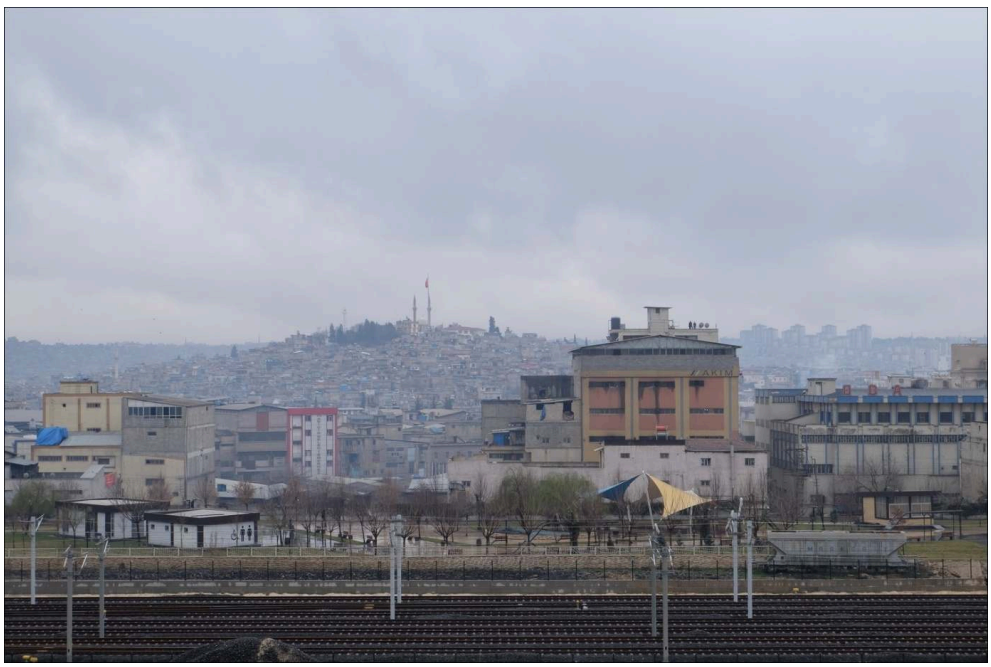
16 Cette zone frontalière est également revenue au centre des attentions lorsque le conflit syrien a éclaté en 2011. Qu'il s'agisse de l'accueil des réfugiés (camps et installation urbaine), de la protection de la frontière (construction du mur) ou des attentats, cette région concentre de nombreux enjeux de politique intérieure et extérieure, et donc l'attention du gouvernement. Des villes comme Gaziantep, Hatay et Adana recèlent ainsi des activités (économiques, humanitaires, sécuritaires) importantes mais aussi des vulnérabilités naturelles, sociales (exode rural et migrations importantes depuis la Syrie), économiques (populations précarisées), sécuritaires (attentats de 2015 et 2016). Il faut rappeler les activités militaires qui ont lieu dans la région, intensifiées depuis 2015 notamment. Cette année-là, la « guerre des villes » qui oppose l'armée turque aux combattants du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), reconnue comme une organisation terroriste par l'État turc, s'étend en plein centre-ville à Diyarbakır et provoque le déplacement des populations les plus précaires. C'est aussi depuis les villes de Gaziantep, Hatay et Şanlıurfa que sont lancées les opérations militaires des forces armées turques qui interviennent en Syrie dès l'année 2016. Il n'est pas rare que la violence du conflit syrien en cours depuis 2011 et ses conséquences débordent sur le quotidien de ces villes (roquettes, assassinats, enlèvements, etc.) du fait de leur proximité avec la frontière.

Illustration 2 - Une rue de Gaziantep



Auteur : Solène Poyraz, septembre 2022.

Illustration 3 - Quartier proche du centre de Gaziantep



Auteur : Youenn Gourain, avril 2022.

Illustration 4 - Quartier en périphérie d'Hatay



Auteur : Youenn Gourain, avril 2022.

17 Les photographies mettent en avant des fragilités confirmées *a posteriori* par la catastrophe mais surtout l'état de pauvreté et de vétusté des infrastructures dans des villes extrêmement denses. Ces villes ont vécu une croissance urbaine rapide et récente, avec pour point de départ la mise en place de plans de développement régionaux et d'un grand programme d'aménagement (GAP, Güneydoğu Anadolu Projesi) dans les années 1970 basé sur la construction de grands barrages. Les villes du sud-est de la Turquie se sont développées autour des zones industrielles, pour la plupart sans schéma d'urbanisme contraignant, sur la base de constructions contournant par amnisties successives les règles de construction. On estime que les tremblements de terre du 6 février en Turquie ont affecté 14 millions de personnes de nationalité turque et 1,7 million de personnes enregistrées sous le statut de protection temporaire, octroyé aux Syriens (Danış *et al.*, 2023). La région est ainsi spécifique en ce qu'elle héberge une importante concentration de nationalités, confessions et ethnies différentes.

18 Le discours anti-syrien qui était déjà à son paroxysme a été exacerbé au cours de ces événements. Ümit Özdağ, qui a fondé son parti de la Victoire (2021) sur le discours anti-syrien, s'est très rapidement rendu sur les lieux, postant des vidéos montrant soi-disant des Syriens piller des magasins, ce qui a été démenti par les journalistes présents sur place. Dans les premiers jours suivant le tremblement de terre, on a vu circuler sur les réseaux sociaux des appels à vider les appartements de la région des Syriens pour pouvoir accueillir les rescapés des séismes. Les témoignages de Syriens qui ont une nouvelle fois tout perdu ont été relayés par une certaine presse, minoritaire, (Karakaş, 25/02/23) ainsi que par les plateformes chargées de représenter les « réfugiés »[9]. Taha El Gazi, porte-parole de la Plateforme pour les droits des demandeurs d'asile, rapporte que les sinistrés d'origine syrienne subissent une « double peur » : en plus du traumatisme du tremblement de terre dans lequel on estime que plus de 6 000 Syriens ont perdu la vie, le gouvernement leur refuse l'accès aux centres d'hébergement

temporaire mis en place exceptionnellement et ils n'osent parfois pas exprimer leurs besoins, victimes de violences verbales et physiques depuis qu'on les a accusés, à tort, d'avoir pillé et volé les magasins (Serdaroğlu, 24/02/23). Alors que les sinistrés d'origine syrienne craignent des tentatives de lynchage et subissent une discrimination quotidienne dans l'accès à un logement décent et aux aides prévues pour les populations sinistrées, les rumeurs préoccupant l'opinion publique faisaient état de l'arrivée massive de nouveaux migrants syriens sur le territoire turc. Le ministre de la Défense a déclaré, au contraire, que 40 000 Syriens étaient retournés en Syrie depuis les événements *(Gazete Duvar*, 28/02/23), ce chiffre concernant celles et ceux qui ont passé la frontière vivants. Le tremblement de terre a été une nouvelle occasion de mise en scène des départs pour le gouvernement, qui compte tous les passages à la frontière comme des départs, alors que les Syriens ont bénéficié d'une autorisation de déplacement exceptionnelle de 6 mois[10].

Encadré 2 - Les Syriens dans le discours politique en Turquie

On compte actuellement 4,5 millions de Syriens installés en Turquie. Cette arrivée s'est réalisée, au rythme des conflits, depuis 2011, s'introduisant de plus en plus vivement dans le débat public. Avec la pratique de la « politique de la porte ouverte » appliquée par le gouvernement en avril 2011, la population syrienne réfugiée en Turquie est dès lors assimilée à un futur électorat AKP. Accueillis dans un contexte de guerre et d'urgence, les Syriens bénéficient d'un statut de protection temporaire qui leur octroie des droits, notamment en termes de santé et d'éducation. Surtout, il s'agit d'une migration urbaine non organisée par l'État (jusqu'aux récentes interdictions et restrictions). Main-d'œuvre peu coûteuse, accès aux soins et identification à un soutien AKP : tous ces éléments contribuent à accentuer le discours de haine qui se banalise au fur et à mesure des années.

Les Syriens sont dès le départ considérés comme des « invités » (*misafir*), impliquant d'emblée le fait qu'ils ne sont pas censés rester. C'est toute l'ambiguïté de leur statut dit de « protection temporaire », qui aggrave leur situation autant en termes de perceptions que d'accès aux droits, voire de menaces physiques. Leur présence en Turquie est ainsi pensée dans le registre du temporaire.

Progressivement, la rhétorique du retour s'est installée dans les programmes politiques des principaux partis de l'opposition (sauf le HDP), dans un contexte économique difficile du fait de l'inflation énorme, jusqu'à se diffuser dans les discours des partis formant l'alliance au pouvoir (AKP-MHP) : plan de dilution, « retours dignes », *etc.*

Alors que les élections du mois de mai 2023 laissaient déjà planer des inquiétudes (au même titre que les municipales de 2019 qui ont été suivies par des contrôles et des arrestations) en ce qui concerne les conditions de séjour, de travail et de vie des Syriens en Turquie, l'événement du 6 février a été suivi par l'essor des discours de haine et des pratiques discriminatoires. Les associations sont préoccupées par les décisions politiques qui pourraient être prises prochainement, même officieusement. A titre d'exemple, les « visites » de Syriens réfugiés en Turquie en Syrie (pour aider leurs familles ou enterrer des proches) posent la question de la faisabilité de leur retour.

« Gouvernement démission » [*Hükümet İstifa*] (*Diken*, 04/03/23) ? Les conséquences politiques d'une gestion contestée de la catastrophe

19 L'État turc a opéré un tournant sécuritaire marqué par la réponse donnée à la tentative du coup d'État de juillet 2016, se présentant comme un État total dans le contexte d'un système hyper-présidentialisé. Autrement dit, il a lui-même créé une demande d'État exacerbée qui crée des attentes d'autant plus importantes en temps de catastrophe (*BBC News Türkçe*, 26/02/23). On observe ainsi le décalage entre cette demande d'État décuplée par une rhétorique sécuritaire rabâchée depuis 2016 et le discours des maires (AKP) des villes de Kahramanmaraş ou Malatya, qui se sont félicités en direct d'avoir « bien enterré » leurs morts (*Milli Gazete*, 27/02/23).

20 Parmi les reproches adressés à l'État par la population sinistrée, et relayés par l'opposition, on trouve la difficile mise en place et la médiocre coordination des secours, l'effondrement des bâtiments du fait d'un système corrompu et privatisé, une aide apportée inégalement aux victimes, avec des conséquences mortifères. De nombreuses défaillances sont relevées, notamment dans les 48 heures qui ont suivi le premier tremblement de terre. Des bénévoles de l'institution AFAD et du personnel médical envoyé sans matériel ni même sans sac de couchage : « on nous a dit de travailler jusqu'à l'épuisement » rapporte un témoin dans l'article évoqué plus haut (Idemen, 24/02/23). L'armée n'a pas été mobilisée intégralement, la chaîne d'ordres et d'autorisations a ralenti l'action et l'aide. Le président Erdoğan a lui-même reconnu les faits et, sans jamais demander pardon, a utilisé une formule religieuse sollicitant l'« absolution de ses péchés » (*helallık*) dans un discours prononcé à Adıyaman, ville sinistrée, le 26 février : « Malheureusement, les premiers jours nous n'avons pas pu travailler comme nous l'aurions souhaité à Adıyaman. Je vous demande *helallık*. Nous sommes conscients de tout. Que personne n'ait de doute, nous ferons ce qu'il faut »[11].

21 Alors que le ministre de l'Intérieur a immédiatement déclenché le plus haut niveau d'alarme et appelé à l'action internationale, les secours nationaux et internationaux présents sur place ont pu constater l'ampleur des dégâts. Une interprète travaillant aux côtés de l'équipe hollandaise explique par exemple dans un reportage qu'elle a dû user de ses connaissances personnelles pour trouver des camions et du matériel. « Solidarité » (*dayanışma*) est le mot qui revient, à défaut d'institutions efficaces et de constructions adaptées, dans les articles, les témoignages, les discours politiques de l'opposition : ce sont les réseaux de solidarité locale et les organisations de la société civile qui se sont retrouvés au premier plan. La fondation du chanteur Haluk Levent, Ahbap (« copain » en turc), en est l'exemple le plus poussé. Dès les premières heures, avec sa collecte de fonds nationale et internationale et son passé actif de bienfaiteur, le chanteur s'est immédiatement présenté comme un acteur incontournable de gestion de la catastrophe.

22 Il faut rappeler ici le contexte de mainmise progressive du gouvernement AKP sur les institutions, posant même la question d'une désinstitutionalisation (Pérouse, 2018), avec la mise en place d'un système présidentiel qui « court-circuite et disqualifie le système ministériel » et repose sur des relations personnelles et des réseaux informels, et donc de sa responsabilité *de facto* dans la réponse à apporter lors d'événements

majeurs. La forte centralisation du pays a été critiquée pour son manque d'efficacité (Tol, 04/02/23) notamment en raison de la complexité des protocoles de gestion de catastrophe validé par le président. Le monopole gouvernemental de la prise en charge des dégâts dans le cadre d'événements antérieurs (comme après le séisme de Van en 2011, d'Izmir et d'Elazığ en 2020) avait laissé peu de place aux sociétés civiles ou aux contre-pouvoirs et partis d'opposition. Le monopole et la centralisation de la prise en charge des risques (dont le risque sismique) par le gouvernement, écartant les organisations alternatives et centralisant l'action autour de quelques institutions (l'AFAD, depuis 2009) soumises aux décisions de la présidence, tout en empêchant d'autres d'intervenir, polarisent des crispations de la part de la société civile.

23 Trop d'État, pas d'État ? Car ce n'est pas que l'État était absent ; l'État s'est rendu visible selon des mécanismes désormais presque routiniers élaborés à travers le tournant sécuritaire de 2016 notamment. Le 7 février, l'état d'urgence est proclamé. Au lieu de l'état d'urgence, la population demandait un déploiement de l'armée (*Gazete Duvar*, 28/02/23) qui a mis du temps à arriver sur les lieux, par comparaison avec le séisme d'août 1999 où 65 000 militaires avaient été déployés dans les 48 premières heures (contre 7 500 ici [Dumeau, 1/03/23]). La question est particulièrement sensible dans une zone hautement militarisée du fait de la proximité avec la Syrie et de l'implication de la Turquie dans des conflits avec des groupes kurdes dans cette zone frontalière. Cette critique touche à l'investissement de l'AKP dans la mise au pas progressive de l'armée depuis son arrivée au pouvoir (encadré 3). Pour la contrer, le ministre de la Défense, Hulusi Akar, s'est justifié en rappelant la hiérarchisation des risques opérés par le gouvernement AKP-MHP : « qui va protéger la frontière ? ». ***

24 Une autre réaction des autorités est de décrédibiliser et dénoncer les pratiques de « désinformation ». « Tout est sous contrôle à Urfa, le seul problème ce sont les informations mensongères diffusées sur les réseaux sociaux », explique le ministre du Trésor Public, Nureddin Nebati, le lendemain du tremblement de terre (*Birgün*, 7/02/23). Un autre exemple porte sur la campagne signalant le manque d'eau dans les villes sinistrées (#Hataydasuyok, « il n'y a pas d'eau à Hatay »). Le ministre de l'Intérieur, Suleyman Söylu, a déclaré dans un tweet qu'il s'agissait d'une campagne de spéculation spécialement organisée sur laquelle le département de cybersécurité serait chargé d'enquêter (Beyaz, 4/03/23).

Encadré 3 - Le renforcement des pratiques autoritaires et la reconfiguration de l'appareil sécuritaire en Turquie

Les années 2010 marquent un « virage autoritaire » (Bozarslan, 2016) en Turquie. Une succession d'événements à l'intérieur (le mouvement Gezi au printemps 2013, la tentative de coup d'État à l'été 2016) et à l'extérieur (guerres de Syrie, lutte contre les terrorismes, dynamiques migratoires...), et surtout les choix politiques de l'AKP (alliance avec le parti ultra-nationaliste qui radicalise la polarisation de la société et met fin au processus de paix avec le PKK) enferment le gouvernement dans des discours et des pratiques anti-démocratiques. Les mouvements dits du « parc Gezi » en 2013, élargis dans d'autres grandes villes de Turquie, ouvrent des contestations fortes contre le gouvernement. Ces événements illustrent aussi, par les contestations qu'ils portent, des formes de fragilisation du gouvernement, qui répond par un contrôle renforcé de sa population et d'organes étatiques (formation d'une armée de trolls après Gezi

dénoncée récemment par le principal parti d'opposition, création de la Direction de la Communication de la Présidence, licenciements et arrestations).

Cette dérive est permise par la mainmise de l'AKP sur les institutions à la fois administratives, judiciaires et militaires. Après un long travail de mise au pas de l'armée, d'abord appréciée dans un effort de démocratisation, puis compensée par la mise en place d'un État policier, l'AKP a réussi à reconfigurer l'ensemble de l'appareil sécuritaire en Turquie. A la suite de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, est mis en place le « Nouveau Concept de Sécurité » avec la volonté « d'instaurer un contrôle civil sur le pouvoir militaire et d'empêcher l'ingérence des militaires dans les affaires politiques » (Kaya, 2017, paragraphe 18). Avec une armée mise au pas, ce sont les forces spéciales de gendarmerie et de police qui voient leur budget grossir, jusqu'à jouer un rôle prépondérant même dans les interventions en Syrie. Sans oublier les services de renseignement (MIT), qui retrouvent leur centralité.

La désinstitutionalisation et l'encadrement autoritaire de la société a entraîné des conséquences visibles et dramatiques sur la gestion de l'événement du 6 février 2023. L'armée n'a pas été mobilisée immédiatement. Alors que les catastrophes sismiques ont pendant un temps été considérées comme des « laboratoires de la société civile » (Visier et Polo, 2004), plusieurs arrestations et intimidations menées par le gouvernement particulièrement après Gezi ont radicalement freiné ces initiatives.

Conclusion

25 Les situations « hors cadre » que nous avons présentées jusqu'ici et les vives réactions émanant des populations sinistrées et dans toute la Turquie nous amènent à questionner l'émergence d'incertitudes (*belirsizlik*) qui prennent rapidement une dimension politique. Alors que la gestion des risques par le gouvernement s'accordait à ce que Magali Reghezza nomme un « dispositif sécuritaire utilisé par le gouvernement moderne » (Reghezza, 2015, p. 17), la catastrophe a remis en question la capacité de celui-ci à le gérer. Dans un contexte d'élections, une des principales incertitudes qui régnait concernait alors le futur président de la Turquie à la suite des élections maintenues, malgré le contexte, au 14 mai 2023. L'AKP, au pouvoir depuis plus de vingt ans, n'a jamais été aussi moins sûr de remporter les élections. « Il est arrivé avec un tremblement de terre, il repartira avec un tremblement de terre » [*Deprem ile geldi deprem ile gidecek*], a-t-on pu lire sur les réseaux sociaux alors que le président a annoncé dans un discours du 1er mars le maintien des élections du 14 mai. Face à l'alliance AKP-MHP au pouvoir, la « Table des six » rassemblait six partis politiques : le principal parti d'opposition, le CHP, le parti İYİ, le parti du Futur (Gelecek Partisi), le parti DEVA, le parti de la Félicité (Saadet Partisi) et le parti Démocrate (Demokrat Partisi). Alors que l'opposition a appelé à la démission des membres du gouvernement, on observe finalement, dès le mois de mars, un renforcement de la polarisation plutôt qu'un report des votes en faveur de l'opposition. Le gouvernement a pointé du doigt les constructeurs et les promoteurs, avec la mise en scène de leur arrestation, faisant oublier que c'est tout un système qui a été conforté depuis l'arrivée de l'AKP dans les années 2000 (Bora, 2016). Ainsi, dans les premiers sondages effectués dans la région

après les événements, on voit que ce sont les constructeurs (*müteahhitler*) qui sont considérés comme responsables et non le gouvernement[12]. Parallèlement, le président Erdoğan, dont le parti est connu comme un parti de projets et un parti constructeur, a immédiatement mis en scène des inaugurations d'hôpitaux et de logements dans la zone sinistrée. Cette stratégie politique, couplée à la promotion d'un discours à la fois nationaliste et conservateur face à une opposition stigmatisée et privée des moyens de communication politique ordinaires, s'est avérée efficace pour assurer une première place au président sortant au premier tour, puis une réélection au deuxième tour avec 52 % des suffrages.

26 Un article traitant « sur le vif » d'une situation de catastrophe ne se prête pas à des conclusions. L'appréhension de la catastrophe comme un événement intégré dans plusieurs échelles spatiales et temporelles nous a permis de la réintégrer dans des interdépendances plus complexes. Là où l'attention était particulièrement focalisée sur les bâtiments effondrés et par extension sur le secteur de la construction, nous avons suggéré que la catastrophe était d'abord multidimensionnelle avant d'être réduite à la responsabilité d'un groupe d'acteurs ou du dysfonctionnement d'une seule entité. Si la catastrophe a été révélatrice de nombreuses vulnérabilités, dont certaines avaient déjà fait l'objet d'une attention particulière il y a plus de deux décennies en 1999, elle a également soulevé l'implication élargie des acteurs nationaux et internationaux non restreints au domaine étatique (les ONG, les associations, les habitants). Nous sommes revenus également sur la spécificité de cette zone sinistrée, vulnérable à plusieurs niveaux. L'élargissement de la focale a enfin permis de donner du sens à des restructurations sociales et politiques, non-identifiées à partir du seul dénombrement (de morts, de destructions matérielles).

27 Rappelons les précautions qu'il faudra avoir sur les reconstructions – terme entendu au sens large –, les usages politiques de la catastrophe mais aussi surtout sur le rétablissement psychologique des populations. La catastrophe se mesure aussi aux conséquences psychologiques qu'elle engendre au niveau individuel et collectif. L'association des psychologues turcs rappelle que le soutien psychologique est un besoin urgent mais qui doit aussi être assuré sur le long terme, préconisant un an de suivi pour les personnes sinistrées (*T24*, 27/02/23).

BIBLIOGRAPHIE

Sauf mention contraire toutes les URL ont été vérifiées le 07/03/23

Angell E, 2014. Assembling Disaster: Earthquakes and Urban Politics in Istanbul. *City*, vol. 18, n° 6, p. 667-678.

Augendre M., 2012. Un modèle géographique de la catastrophe. *Ebisu* [En ligne], n° 47. URL: http://journals.openedition.org/ebisu/219 - DOI: https://doi.org/10.4000/ebisu.219

Avcı B., Olcan A., 2023. Halk gerçeği biliyor. *Birartıbir* [En ligne], 3 mars 2013. URL: https://birartibir.org/halk-gercegi-biliyor/

BBC News Türkçe, 2023. 'Hükümet istifa' tezahüratları - Kasapoğlu: Provokasyonlara izin vermeyeceğiz [En ligne], 26/02/23. URL: https://www.bbc.com/turkce/articles/cye81d649wxo https://www.yeniakit.com.tr/haber/zilletin-istifa-yuzsuzlugu-1735686.html

Pérouse J.-F., 2018. Vers un rétrécissement des horizons d'attente en Turquie. *Confluences Méditerranée*, n° 107, p. 15-28.

Beyaz Z. F., 2023. İçişleri Bakanı Soylu'dan "Hatay'da su sıkıntısı" iddialarına ilişkin açıklama. *Agence Anadolu* [En ligne], 4 mars 2023. URL: https://www.aa.com.tr/tr/asrin-felaketi/icisleri-bakani-soyludan-hatayda-su-sikintisi-iddialarina-iliskin-aciklama/2837112

Birgün, 2023. Nebati: Urfa'da her şey kontrol altında, burada sıkıntı sosyal medya. *Birgün* [En ligne], 7 février 2023. URL: https://www.birgun.net/haber/nebati-urfa-da-her-sey-kontrol-altinda-burada-sikinti-sosyal-medya-420464

Bora T., 2016. *Inşaat ya resulullah.* İletişim, Kerem Ünüvar Ed., 191 p.

Bozarslan H., 2010. *Histoire de la Turquie contemporaine.* Paris, La Découverte.

Boztürk B., 2023. Deprem bölgelerinde çok sayıda binaya müdahale edilmiyor. *Deutsche Welle* [En ligne], 8 février 2023. URL : https://www.dw.com/tr/deprem-b%C3%B6lgelerinde-%C3%A7ok-say%C4%B1da-binaya-m%C3%BCdahale-dahi-edilmiyor/a-64637910

Çetin F. S., 2022. Türkiye: Le nouveau bilan du séisme de Düzce fait état de 46 blessés, dont un grave. *Agence Anadolu* [En ligne], 23 novembre 2022. URL: https://www.aa.com.tr/fr/mode-de-vie/turkiye-le-nouveau-bilan-du-s%C3%A9isme-de-duzce-fait-%C3%A9tat-de-46-bless%C3%A9s-dont-un-grave/2745756

Cumhurriyet, 2023. Türkiye'de en büyük deprem hangi şehirde, ne zaman oldu? Türkiye'deki en büyük depremler... *Cumhuriyet* [En ligne], 6 février 2023. URL : https://www.cumhuriyet.com.tr/turkiye/turkiyede-en-buyuk-deprem-hangi-sehirde-ne-zaman-oldu-turkiyedeki-en-buyuk-depremler-2048655

Cumhurriyet, 2023. Rönesans Rezidans'ın yurt dışındaki ortağı için kırmızı bülten ve iade talebi. *Cumhuriyet*, 23 février 2023 [En ligne]. URL: https://www.cumhuriyet.com.tr/turkiye/ronesans-rezidansin-yurt-disindaki-ortagi-icin-kirmizi-bulten-ve-iade-talebi-2056120

Cumhurriyet, 2023. Son dakika... Erdoğan 'helallik' istedi: 'İlk birkaç gün Adıyaman'da arzu ettiğimiz çalışmayı yürütemedik'. *Cumhurriyet* [En ligne] 27 février 2023. URL: https://www.cumhuriyet.com.tr/siyaset/son-dakika-erdogan-helallik-istedi-ilk-birkac-gun-adiyamanda-arzu-ettigimiz-calismayi-yurutemedik-2055862

Diken, 2023. 'Hükümet istifa' diyenlere 'Bahçeli' sloganıyla karşılık veren Karagümrüklüler: Siyasi slogan atmıyoruz! *Diken* [En ligne], 4 mars 2023. URL : https://www.diken.com.tr/hukumet-istifa-diyenlere-bahceli-sloganiyla-karsilik-veren-karagumrukluler-siyasi-slogan-atmiyoruz/

Dumeau S. 2023, Séisme en Turquie : pourquoi les militaires ont mis si longtemps à intervenir, *Les Échos* [En ligne], 1 mars 2023, URL : https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/seisme-en-turquie-pourquoi-les-militaires-ont-mis-si-longtemps-a-intervenir-1910962

Deutsche Welle, 2023. AFAD büyük bir depreme ne kadar hazırdı? *Deutsche Welle* [En ligne], 8 février 2023. URL: https://www.dw.com/tr/afad-büyük-bir-depreme-ne-kadar-hazırdı/a-64639121

Deutsche Welle, 2023. Depremde hangi ilde kaç bina yıkıldı? *Deutsche Welle*. [En ligne], 22 février 2023. URL : https://www.dw.com/tr/depremde-hangi-ilde-kaç-bina-yıkıldı/a-64782846

Gazete Duvar, 2023. Akar'dan 'Asker geç kaldı' eleştirisine yanıt: Hududu kim koruyacak? *Gazete Duvar*, 28 février 2023, URL : https://www.gazeteduvar.com.tr/akardan-asker-gec-kaldi-elestirisine-yanit-hududu-kim-koruyacak-haber-1605951

Gazete Duvar. 2023. Reuters: 40 bin Suriyeli geri döndü, bakanlık yetkilisi doğruladı. *Gazete Duvar* [En ligne], 28 février 2023. URL : https://www.gazeteduvar.com.tr/reuters-40-bin-suriyeli-geri-dondu-bakanlik-yetkilisi-dogruladi-haber-1605955

Gazete Duvar. 2023, Dünya Bankası depremin maliyetini hesapladı, *Gazete Duvar* [En ligne], 28 février 2023. URL : https://www.gazeteduvar.com.tr/dunya-bankasi-depremin-maliyetini-hesapladi-haber-1605912

Gleyze J.F, Reghezza M., 2007. La vulnérabilité structurelle comme outil de compréhension des mécanismes d'endommagement. *Géocarrefour* [En ligne], vol. 82, n° 1-2. URL: http://journals.openedition.org/geocarrefour/1411 - DOI : https://doi.org/10.4000/geocarrefour.1411

Haber Dairesi, 2023. AFAD, deprem bölgesi için kritik bir uyarı yaptı. *Haber Dairesi* [en ligne], 19 février 2023, URL : https://haberdairesi.com/turkiye/afad-deprem-bolgesi-icin-kritik-bir-uyari-yapti-91057h

Idemen S., 2023. Ses vere vere, bekleyerek öldüler, *Birartıbir* [En ligne], 24 février 2023. URL: https://birartibir.org/ses-vere-vere-bekleyerek-olduler/

Imbach, R. 2023, Le séisme qui a tué plus de 50 000 personnes en Turquie et en Syrie est le cinquième le plus meurtrier du XXIe siècle. *Le Monde* [En ligne], 15 février 2023. URL : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/02/15/en-turquie-et-en-syrie-le-cinquieme-seisme-le-plus-meurtrier-depuis-le-debut-du-siecle_6161945_4355770.html

Independant Türkçe, 2023. Suriye'de deprem felaketinin beşinci günü: Ölü sayısı 3 bin 553'e yükseldi. *Independant Türkçe* [En ligne], 10 février 2023. URL : https://www.indyturk.com/node/608901/d%C3%BCnya/suriyede-deprem-felaketinin-be%C5%9Finci-g%C3%BCn%C3%BC-%C3%B6l%C3%BC-say%C4%B1s%C4%B1-3-bin-553e-y%C3%BCkseldi

Karakaş B., 2023. Halep'ten sonra Hatay'da da evimiz yıkıldı. *Deutsche Welle* [En ligne], 25 février 2023. URL : https://www.inspiredminds.de/tr/halepten-sonra-hatayda-da-evimiz-y%C4%B1k%C4%B1ld%C4%B1/a-64812482

Lagadec P., 2010. Crises « hors cadres » : oser un enseignement. *In* Hirsch E. (ed.), *Traité de bioéthique. I-Fondements, principes, repères.* Toulouse, Érès, p. 469-485

Medyascope, 2023. TÜİK'e göre yıllık enflasyon yüzde 55'e geriledi, deprem bölgesindeki saha verileri derlenemedi. *Medyascope* [En ligne], 3 mars 2023, URL: https://medyascope.tv/2023/03/03/tuike-gore-yillik-enflasyon-yuzde-55e-geriledi-deprem-bolgesindeki-saha-verileri-derlenemedi/

Milli Gazete, 2023. AKP'li Belediye Başkanı Güngör: Defin konusunda çok iyi organize olduk *Milli Gazete* [En ligne], 27 février 2023. URL: https://www.milligazete.com.tr/haber/14102393/akpli-belediye-baskani-gungor-defin-konusunda-cok-iyi-organize-olduk

NTV Haber, 2023. Deprem enflasyonu etkiler mi? *NTV Haber* [En ligne], 28 février 2023. URL : https://www.ntv.com.tr/ntvpara/deprem-enflasyonu-etkiler-mi,583ZnJ1CUUe38L5OozkhUg

NTV Haber, 2023. Türkiye'deki 7,7 büyüklüğündeki deprem dünya basınının manşetlerinde. *NTV Haber* [En ligne], 6 février 2023. URL : https://www.ntv.com.tr/galeri/dunya/turkiyedeki-7-7-buyuklugundeki-deprem-dunya-basininin-mansetlerinde,aN7D4eqCxkKFtJNfjMw63g/IXPW-ytBaEiy89x7CCaXgg

NTV Haber. 2023, İskenderun Limanı'nda yangın çıktı, NTV. *NTV Haber* [En ligne], 7 février 2023. URL: https://www.ntv.com.tr/turkiye/iskenderun-limaninda-yangin-cikti,kLK4hG6oS0qYWi00gxLefQ

Öztürk F., 2023. İskenderun sakinleri: 'Çok geç kaldınız... Neden daha erken gelmediniz?', *BBC Türkçe* [En ligne], 7 février 2023. URL : https://www.bbc.com/turkce/articles/cmmv145pmj9o

Öztürk T., 2023. Reportage sur la ville d'Antakya, Journal de 18h. *France Culture* [En ligne via Twitter], 26 février 2023, URL : https://twitter.com/timour_ozturk/status/1629901935158411268?s=49&t=ISYW5pBhFjLji06vssQkTg

Pérouse J.-F., 2001. *Turquie : l'après-séismes* [disponible en ligne]. Institut français d'études anatoliennes. URL: http://books.openedition.org/ifeagd/152 - DOI: https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.152

Pérouse J.-F., Deli F., 1999. *Le séisme de Yalova-İzmit-İstanbul : Premiers éléments d'information et d'appréciation* [disponible en ligne]. Institut français d'études anatoliennes. URL: http://books.openedition.org/ifeagd/102 - DOI: https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.102

Reghezza M., 2015. *De l'avènement du Monde à celui de la planète : le basculement de la société du risque à la société de l'incertitude* [En ligne sur HAL]. Mémoire d'habilitation à diriger les recherches, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, 315 p. URL: https://theses.hal.science/tel-01255031v1/document

Reghezza-Zitt M., 2019. Gestion de crise et incertitude(s) ou comment planifier le hors-cadre et l'inimaginable. Application aux crises résultant de crues majeures en Île-de-France. *Annales de Géographie*, n° 726, p. 5-30.

Revet S., 2015. Compter et raconter les catastrophes. *Communications,* n° 96, p. 81-92.

Sabah, 2023. Son dakika: AFAD'dan deprem sonrası kritik uyarı! Hayati durumlar dışında... *Sabah* [En ligne], 6 février 2023. URL: https://www.sabah.com.tr/gundem/2023/02/05/son-dakika-afadtan-deprem-sonrasi-kritik-uyari-hayati-durumlar-disinda

Sağıroğlu A.Z., Ünsal R., Özenci F., 2023, Deprem Sonrası Göç ve İnsan Hareketlilikleri: Durum Değerlendirme Raporu [En ligne]. *AYBU-GPM*, 20 p. URL : https://aybu.edu.tr/GetFile?id=89c8b6eb-c9a1-482a-8e22-065eb9b71006.pdf&fbclid=IwAR26gdTYaO-dimbnTzfrqYXGGQqNPNAjl8Vx56Z6yrmow8XTMzcTXN6W3ns

Serdaroğlu U., 2023. Çifte korku yaşadılar. *Birgün* [En ligne], 24 février 2023. URL: https://www.birgun.net/haber/cifte-korku-yasadilar-422549

Sert D., Danış D., Sevinin E., 2023. *Göç ve Deprem. Durum Tespit Raporu* [En ligne]. Gar-Friedrich Ebert Stiftung, 21 p. URL: https://gocarastirmalaridernegi.org/tr/calismalar/arastirmalar/goc-ve-deprem-durum-tespit-raporu/311-goc-ve-deprem-durum-tespit-raporu

Solaker G., 2023, İmar barışları depremde nasıl rol oynadı? *Deutsche Welle* [En ligne], 13 février 2023, URL: https://www.dw.com/tr/i%CC%87mar-bar%C4%B1%C5%9Flar%C4%B1-depremde-nas%C4%B1l-rol-oynad%C4%B1/a-64690690

Sözcü, 2023. Türkiye deprem ile sarsıldı: Dünya korkunç depremi böyle gördü. *Sözcü* [En ligne], 6 février 2023. URL: https://www.sozcu.com.tr/2023/dunya/turkiye-depremle-sarsildi-dunya-korkunc-depremi-boyle-gordu-7581369/

Sözcü, 2023. Dünya basını Türkiye'deki deprem felaketini analiz etti. *Sözcü* [En ligne], 13 février 2023. URL: https://www.sozcu.com.tr/2023/dunya/dunya-basini-turkiyedeki-deprem-felaketini-analiz-etti-7589868/

Tol G., 2023. Turkey's weak strongman – Gönül Tol/Foreign Policy. *Observatoire de la Turquie contemporaine* [En ligne], 4 mars 2023. URL: https://www.observatoireturquie.fr/turkeys-weak-strongman-gonul-tol-foreign-policy/

T24, 2023. Türk Psikologlar Derneği: "Belirsizlik, depremi yaşayanları güvencesizliğe itiyor; psikososyal destek en az bir yıl sürmeli". *T24* [En ligne], 27 février 2023. URL: https://t24.com.tr/video/canli-depremin-yarattigi-yikimin-travma-haritasi,52596?fbclid=IwAR3rt5U9yOdarOURPMFXNrOUoFGEDcfe_fT4M2w_VwD8E49dhEH0d3n9MYA

TRT Haber, 2023. Deprem bölgesinde 189 konteyner kent kuruldu. *TRT Haber* [En ligne], 3 mars 2023. URL: https://www.trthaber.com/haber/gundem/deprem-bolgesinde-189-konteyner-kent-kuruldu-750257.html

Uludağ A., 2023. Depremde hangi ilde kaç bina yıkıldı? *Deutsche Welle*. [En ligne] 22 février 2023. URL: https://www.dw.com/tr/depremde-hangi-ilde-ka%C3%A7-bina-y%C4%B1k%C4%B1ld%C4%B1/a-64782846

Visier C., Polo J.F, 2006. Les séismes de 1999 en Turquie : un laboratoire de la société civile. *In* Coanus T., Pérouse J.-F. (dir.), *Villes et risques. Regards croisés sur quelques cités « en danger »*. Paris, Economica, p. 79-98.

Yıldırım G., 2023. Deprem bölgesinde güncel yol durumu. *Agence Anadolu* [En ligne], 8 février 2023. URL: https://www.aa.com.tr/tr/gundem/deprem-bolgesinde-guncel-yol-durumu-/2811214

NOTES

1. La région administrative du sud-est de la Turquie ne comprend pas Hatay, nous l'incluons ici dans cette dénomination pour faciliter la lecture.

2. La notion de « vulnérabilité structurelle » permet particulièrement de dépasser l'analyse aléa-centrée. Comme l'expliquent Magali Reghezza et Jean-François Gleyze : « la difficulté tient surtout dans la complexité des manifestations du risque et dans la multiplicité des perturbations induites, qui interagissent entre elles selon des mécanismes complexes tout en se diffusant au-delà de la zone d'impact initial de l'aléa. » (Gleyze et Reghezza, 2007, §19).

3. Le séisme du 17 août 1999 à Izmit et celui du 12 novembre 1999 à Düzce.

4. On pourra se référer aux deux dossiers de l'Institut Français d'Études Anatoliennes sur les séismes de 1999 (Pérouse et Deli, 1999 ; Pérouse, 2001).

5. Ces travaux portent sur la prise en charge du risque sismique par l'urbanisme à Istanbul et en Turquie et les effets de la crise syrienne sur le champ politique en Turquie depuis 2011. Ils sont menés dans le cadre de deux recherches doctorales ayant bénéficié d'un temps long (deux à trois ans) sur le terrain en Turquie, à Istanbul, Ankara et plusieurs villes du sud-est (Gaziantep, Şanlıurfa, Hatay et Diyarbakır).

6. Voir la localisation des séismes répertoriés dans le sud-est de la Turquie par l'observatoire Kandilli. URL: http://www.koeri.boun.edu.tr/scripts/lst1.asp [consulté le 07/03/23]

7. Réseaux sociaux de l'organisation Anadolu meraları et sur leur site. URL: https://www.anadolumera.com/

8. *Fox TV*, reportage à Adıyaman, 28 février 2023, Journal de 19h.

9. Les mots « réfugiés » (*mülteci*) ou « demandeurs d'asile » (*sığınmacı)* sont utilisés par les associations en question même si la Turquie ne reconnaît pas aux Syriens le statut de réfugié, ils bénéficient du statut de protection temporaire seulement.
10. Les Syriens réfugiés en Turquie qui bénéficient du statut de protection temporaire sont privés de mobilité et doivent demander une autorisation spéciale pour pouvoir se déplacer.
11. Notre traduction pour : *"Maalesef ilk birkaç gün Adıyaman'da arzu ettiğimiz etkinlikte çalışma yürütemedik" diyen Erdoğan, "Sizden helallik istiyoruz. Her şeyin farkındayız. Gereğini yapacağımızdan kimsenin şüphesi olmasın"* (*Cumhuriyet*, 27/02/23).
12. Selon une enquête réalisée par le centre de recherchers sur les effets sociaux TEAM en mars 2023, 38,7% des interrogés considèrent les constructeurs comme responsables alors que 35,8% d'entre eux voit le gouvernement comme responsable.

RÉSUMÉS

Une catastrophe a été déclenchée dans le sud-est de la Turquie par un séisme de magnitude 7,8 à 1h17 (UTC) et un second de magnitude 7,5 à 10h24 (UTC) le lundi 6 février 2023. Les populations locales ont subi des pertes humaines et des dégâts matériels importants dans la zone comprenant le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie (2 600 morts comptés dès le premier jour). L'attention portée par les médias sur des défaillances associées aux constructions ne peuvent résumer les causes de la catastrophe. Cet article entend élargir la compréhension de la catastrophe sismique qui a eu lieu en Turquie en l'intégrant dans un continuum spatio-temporel plus large et prendre en compte des interdépendances plus complexes.

The seismic disaster occurring in the southeastern part of Turkey was triggered by an earthquake of magnitude 7.8 at 01:17 (UTC) and a second of magnitude 7.5 at 10:24 (UTC) on Monday, February 6 2023. The population suffers significant human losses and material damage in the area comprising south-eastern Turkey and north-western Syria (2,600 dead on the first day). The attention paid by the media to the failures associated with the constructions cannot summarize the causes of the disaster. This article intends to broaden the understanding of the seismic catastrophe taking place in Turkey by integrating it into a broader spatio-temporal continuum and considering more complex interdependencies.

INDEX

Mots-clés : séisme, catastrophe, mesure, incertitudes, Turquie
Keywords : earthquake, disaster, measure, uncertainty, Turkey
Thèmes : Sur le Vif

AUTEURS

YOUENN GOURAIN

Youenn Gourain, youenn.gourain@enpc.fr, est doctorant en urbanisme au LATTS (UMR 8134 CNRS - Université Gustave Eiffel) et chercheur associé à l'IFEA (Institut Français d'Études Anatoliennes, USR 3131 – CNRS-MAE) à Istanbul. Il a récemment publié :

- Rey Thibault C., Gourain Y., November V. (à paraître). Une approche multirisque aide-t-elle à comprendre les réseaux urbains ? Réflexions sur des dynamiques enchevêtrées à partir de deux agglomérations françaises et une métropole turque. *Flux Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires*. N° 132.
- Gourain Y., 2022. 'Sismik Gerçeklik' İstanbul'da Ne Anlama Geliyor? Kentte Toplaşmanın Dinamikleri ve Riskin Tercüme Ediliş Biçimleri [Que signifie « réalité sismique » à Istanbul ? Dynamique d'assemblages urbains et de traduction du risque]. *Beyond Istanbul.* Mekânda Adalet ve Deprem, n° 12.
- Gourain Y., 2021. Cartographier le risque et produire la ville : le cas du microzonage sismique à Istanbul. *Cartes & géomatique.* n° 245-246, p. 81-94.

SOLÈNE POYRAZ

Solène Poyraz, solene.poyraz@gmail.com, est doctorante en études politiques à l'EHESS (laboratoire CETOBaC)et chercheuse affiliée à l'IFEA (Institut Français d'Études Anatoliennes, USR 3131 – CNRS- MAE) à Istanbul. Elle a récemment publié :

- Poyraz S., 2022. La figure du Syrien à Istanbul comme source d'angoisses urbaines : discours et représentations. *In* Chassaigne P., Delaporte A., Lemao A., Lemao C. (dir.), *Peurs urbaines*. La Geste Editions MSHA.
- Poyraz S., 2022 ; *Teşkilat*, une série sécuritaire au service de la communication politique sur les opérations militaires de la Turquie en Syrie. Confluences Méditerranée, n° 122, p. 115-128.
- Poyraz S., Dissard L. (coord), 2021. Guerres de Syrie et dynamiques kurdes : 2011-2021. *Cahier d'Histoire Immédiate*, n° 56, 190 p.